



L'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) a organisé, le jeudi 18 mai 2017, à Ouagadougou, une conférence publique sur l'arrimage du F CFA à l'Euro. La zone CFA ne jouit pas d'une réelle stabilité et il faut y créer les conditions d'un équilibre monétaire. C'est la substance d'une conférence publique organisée par l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF), le jeudi 18 mai 2017, à Ouagadougou.

Trois panélistes burkinabè, spécialistes des questions monétaires à savoir, l'ancien gouverneur de la BCEAO, Damo Justin Barro, l'ancien ministre de la Prospective, le Pr Jacques Guéda Ouédraogo, et l'enseignant-chercheur, le Dr Larba Issa Kobayaga, ont éclairé les participants sur la question. Le public majoritairement composé d'étudiants des Cycles A, B et C de l'ENAREF et de spécialistes des finances ont tenu, quatre heures durant, à suivre le développement du thème, «Stabilité monétaire et développement économique : cas de la zone CFA». C'est une réflexion qui pose obligatoirement la question du choix des régimes de change, selon Damo Justin Barro. «Ce thème nous éloigne des tendances manichéistes et binaires du genre pour ou contre le F CFA, ou garder ou abandonner le FCFA», a-t-il souligné. L'accord-cadre de coopération monétaire, de l'avis de l'ex-gouverneur, signé le 4 décembre 1973 entre la République française et les Républiques membres de l'Union monétaire Ouest africaine (UMOA) énonce la garantie de convertibilité du F CFA par le Trésor français, la fixité de la parité du F CFA, la centralisation des réserves des changes, etc. A l'en croire, ce dispositif juridique et institutionnel porte en lui-même les avantages que tirent les pays de la zone CFA. Il a également rappelé les critiques formulées à l'encontre de cette monnaie parmi lesquelles, son lien avec la colonisation. Pour M. Barro, au lieu d'être pour ou contre le F CFA, il faut plutôt y voir les motivations. «J'estime qu'il faut mesurer tous les dégâts que le retrait peut apporter. Si on se retire et on perd la confiance de l'extérieur, au lieu de 655.957 F CFA pour 1 Euro, ça pourrait être 5000 F CFA pour 1 Euro», a-t-il déclaré.

« L'Afrique n'a pas le choix... »

Le Pr Jacques Guéda Ouédraogo a indiqué que malgré les opportunités qu'offre l'arrimage du FCFA à l'Euro, surtout en termes de crédits octroyés par la France aux Etats de la zone CFA, l'Afrique n'a pas le choix que de créer sa propre monnaie. «Nous serons amenés à gérer notre régime monétaire à un moment donné...», a-t-il laissé entendre. Pour le Pr Ouédraogo, le retrait du F CFA va entraîner sa forte dépréciation certes, mais va profiter à l'agriculture et à la transformation des matières premières locales. Le Dr Larba Issa Kobayagda, a embouché la même trompette que son prédécesseur en appuyant l'idée du retrait du F CFA. Il a soutenu qu'il faut coûte que coûte que les pays africains partageant le F CFA sortent des sentiers battus. Il en veut pour preuve, le problème de compétitivité dont souffrent la plupart des économies de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA). «Les pays membres de l'UEMOA produisent plus de biens substituables que complémentaires», a-t-il justifié. Qu'est-ce qui explique le sous-développement de l'Afrique alors que la stabilité de la monnaie qui couvre deux zones différentes (l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale) est tant brandie ? A cette question, l'enseignant-chercheur a jeté la responsabilité sur la politique économique des pays concernés. Une économie, qui selon lui, est marquée par des crédits à court terme avec des taux d'intérêts débiteurs entre 7% et plus de 14%. La conférence publique s'inscrit dans le cadre des activités de l'ENAREF de l'avis du modérateur, Dr Nébila Amadou Yaro, par ailleurs directeur général de l'école. «Il s'agit d'organiser de manière périodique des panels ou des conférences dont les thèmes sont d'actualité et qui suscitent une réflexion. Le débat sur le F CFA n'est plus un tabou et les points de vue des spécialistes invités permettront d'alimenter les débats en cours», a-t-il conclu. Tous les conférenciers ont été unanimes qu'il faut aller pas à pas concernant la question de l'abandon ou du maintien du FCFA.

Boukary BONKOUNGOU

Sidwaya